



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Tournée du Golfe

Trump retourne au pays les poches bien pleines, affirme-t-il
Donald Trump a quitté vendredi les Émirats arabes unis au terme d'une fastueuse tournée du Golfe, au cours de laquelle il a glané des promesses ... • (Page 08)

Influencer pour exister
Comment le Qatar s'achète une place au sommet

Offrir un luxueux Boeing 747 à Donald Trump : derrière ce cadeau faramineux, le Qatar poursuit sa stratégie ... • (Page 08)

Produit bancaire

COFINA TOGO dévoile COFIPRIVILÈGE

• (Pages 03)



• Pascal KOVE, Directeur Général de COFINA TOGO

Contrôle du commerce

Le Togo intensifie ses actions pour mieux protéger les consommateurs
Le ministère du Commerce intensifie ses actions contre la contrefaçon et pour la régulation du marché intérieur. ... • (Page 02)

Crise Rwanda-RDC

Réunion du Médiateur de l'UA avec le panel des facilitateurs à Lomé
À l'invitation de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil de la République togolaise et Médiateur ... • (Pages 04)

Africa CEO Forum 2025

Plus de 200 millions de dollars d'accords signés
L'édition 2025 de l'Africa CEO Forum, qui s'est tenue les 12 et 13 mai à Abidjan, a marqué un tournant stratégique en consolidant un partenariat ... • (Page 06)

Journée portes ouvertes

• (Pages 04)

La CCI-Togo se rapproche des acteurs économiques



Variole de singe

Un cas détecté à Lomé, le gouvernement appelle à la vigilance
Un cas de variole de singe ou Mpox a été confirmé le vendredi 16 mai dans le district sanitaire du Golfe (Région du Grand Lomé), a annoncé le ministère de la santé. ... • (Page 11)

FRAIS DE RETRAIT PAYEZ VOS FACTURES CEET - CASH POWER - TDE

PROMO CORIS MONEY DÈS LE 1^{ER} MAI

Disponible gratuitement sur Google Play et l'App Store. CENTRE D'APPEL : 8283

SIMPLE & COOL

Contrôle du commerce

Le Togo intensifie ses actions pour mieux protéger les consommateurs

Le ministère du Commerce intensifie ses actions contre la contrefaçon et pour la régulation du marché intérieur. Une nouvelle vague de contrôleurs formés entre dans le champ d'action, avec un accent mis sur le marquage des produits et la conformité réglementaire.

• Wilson Lawson

Du 12 au 15 mai 2025, le ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale a organisé à Lomé un atelier de formation à l'intention de ses nouveaux agents de contrôle. Tenue à la salle BCEAO du cabinet ministériel, la session a réuni les agents récemment recrutés par la fonction publique et affectés à la direction du commerce intérieur, de la concurrence et aux directions régionales. Organisée en partenariat avec la Société industrielle et commerciale des produits alimentaires (SICPA), la formation portait sur le cadre réglementaire des produits marqués, les techniques de mise en œuvre du marquage fiscal, ainsi que les lois encadrant la concurrence au Togo. Les produits ciblés concernent notamment les boissons alcoolisées, les tabacs, les eaux minérales et les sodas. La session s'est conclue le 14 mai par une descente de terrain dans plusieurs grandes surfaces de la capitale, où les agents ont contrôlé la conformité des produits en rayons. Une immersion pratique qui a permis de confronter la théorie à la réalité du terrain.



façon et à la fraude fiscale. Grâce au système automatisé de marquage (SAM) développé avec SICPA, les autorités disposent désormais d'un outil technologique avancé pour assurer la traçabilité et l'authenticité des produits soumis à accises. Le renforcement des effectifs s'inscrit également dans une dynamique plus large de régulation du marché, visant à garantir l'équité entre les opérateurs économiques et à sécuriser les recettes fiscales liées à la consommation. En renforçant les capacités de ses agents et en élargissant leur couverture géographique, le ministère crée les conditions d'un assainissement progressif du commerce intérieur. À terme, ce contrôle accru devrait encourager les pratiques commerciales responsables et réduire significativement la circulation de produits illi-

cites. Depuis 2020, le Togo collabore avec SICPA, une société suisse reconnue dans le domaine des technologies de sécurité, pour la mise en œuvre du marquage fiscal sécurisé. Ce partenariat stratégique a permis la mise en place du SAM, système qui vise à assurer que tous les produits soumis à accises soient conformes, traçables et fiscalement déclarés. À travers cette collaboration et la formation de nouveaux agents, le Togo poursuit son ambition de moderniser sa gouvernance commerciale, de renforcer la protection des consommateurs, et de lutter efficacement contre les pertes de revenus pour l'État. Après Lomé, six autres sessions de formation sont prévues dans les régions pour toucher un total de 91 agents, consolidant ainsi une présence nationale plus forte des services de contrôle.

Mieux protéger les consommateurs

Cette montée en puissance du contrôle commercial reflète une volonté affirmée de l'État de face à la contre-

AUX DECIDEURS ...

De la finance sur mesure...

Avec le lancement de COFIPRIVILÈGE, COFINA TOGO ouvre une nouvelle page dans le paysage financier national. En proposant une offre patrimoniale haut de gamme, alliant rendement garanti, sécurité et services exclusifs, la filiale togolaise du Groupe COFINA démontre qu'il est possible de concilier sophistication financière et inclusion qualitative.

Cette initiative arrive à point nommé. Alors que l'économie togolaise, à l'instar de nombreuses autres en Afrique de l'Ouest, fait face à des défis de financement endogène pour ses PME et ses infrastructures, le produit COFIPRIVILÈGE jette un pont solide entre épargne et crédit. En transformant l'épargne privée en levier d'investissement via le nantissement automatique, COFINA TOGO redonne au capital personnel une utilité stratégique. Le crédit devient plus fluide, moins bureaucratique, adossé à des actifs déjà détenus par le client. Voilà une révolution silencieuse mais puissante.

Le ticket d'entrée à 15 millions FCFA, sans plafond, n'est certes pas à la portée de tous, mais il cible une frange de la population : entrepreneurs prospères, cadres supérieurs, investisseurs en quête d'optimisation patrimoniale. Cette classe montante, souvent sous-servie par la banque traditionnelle, trouve ici un produit qui parle son langage : rendement net à 5 %, conseil personnalisé, conciergerie, couverture santé internationale, et accès facilité au crédit.

COFINA ne se contente pas de vendre un placement ; elle vend une expérience, un écosystème. Et c'est là que réside la modernité de l'approche. À l'heure où la clientèle premium attend bien plus que des taux d'intérêt, COFIPRIVILÈGE s'appuie sur un modèle hybride de banque privée, mêlant digital, proximité, et services à valeur ajoutée. Le caractère transfrontalier de l'offre, accessible dans les neuf pays d'implantation de COFINA, renforce cette attractivité, dans un monde de plus en plus mobile et interconnecté.

Sur le plan macroéconomique, ce type d'initiative pourrait jouer un rôle catalyseur pour dynamiser le taux d'épargne intérieure, historiquement faible dans la zone UEMOA. En captant les ressources financières dormantes et en les réorientant vers l'investissement productif, des offres comme COFIPRIVILÈGE participent à renforcer la résilience financière locale. Une tâche autrefois réservée à l'État, que la finance privée commence désormais à endosser avec efficacité.

Enfin, COFIPRIVILÈGE incarne un changement de paradigme : celui d'un secteur bancaire qui ne se contente plus de gérer les flux, mais qui anticipe, innove et bâtit des solutions à la hauteur des ambitions de ses clients. Un pari audacieux, mais indispensable, si l'on veut voir émerger une économie africaine moins dépendante de l'extérieur, plus ancrée sur ses propres forces.

À l'heure de la transformation économique du continent, ce type d'offre premium pourrait bien devenir un moteur discret mais décisif de la souveraineté financière.

M.T

Image du jour

PRIX INDICATIFS AUX PRODUCTEURS DE CAFÉ ET CACAO
PÉRIODE : 16 AU 31 MAI 2025

Produits	Prix / kg
Café sain robusta	1945 fcfa le kilo
Cacao qualité supérieure	3955 fcfa le kilo

N.B : CES PRIX SONT CALCULÉS POUR L'ÉCHÉANCE DE JUILLET 2025 POUR LE

Contacts : +228 71536060 | 22270945 | cefcctog

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

Produit bancaire

COFINA TOGO dévoile COFIPRIVILÈGE

Une offre premium pour clients à fort potentiel. La Compagnie financière africaine au Togo (COFINA TOGO) poursuit sa montée en puissance sur le marché financier togolais avec le lancement officiel de COFIPRIVILÈGE, une offre exclusive de gestion de patrimoine alliant sécurité, rendement élevé et services sur mesure, destinée aux particuliers et chefs d'entreprise à haut pouvoir d'épargne.

• Joël Yanclo

Package financier haut de gamme conçue pour répondre aux besoins spécifiques des clients disposant d'une capacité d'épargne élevée, COFIPRIVILÈGE, une solution de COFINA TOGO a été présentée au public cible le jeudi 15 mai 2025, à Lomé. Cette innovation financière s'adresse notamment aux entrepreneurs, cadres supérieurs et investisseurs recherchant des solutions performantes et flexibles de gestion de patrimoine. Avec un taux d'intérêt garanti de 5 % net par an, un ticket d'entrée de 15 millions FCFA et aucun plafond de dépôt, COFIPRIVILÈGE se positionne comme une offre de référence pour la valorisation sécurisée de l'épargne. Ce produit donne également accès à une gamme de privilèges exclusifs, comme un conseiller personnel dédié, des services de conciergerie privée, un accès à des



• Pascal KOVE, Directeur Général de COFINA TOGO

services médicaux internationaux, ainsi que des transferts rapides dans les 9 pays d'implantation de COFINA. Autre particularité notable : les fonds placés dans COFIPRIVILÈGE peuvent être utilisés comme nantissement pour obtenir un crédit, facilitant ainsi l'accès au financement sans devoir mobiliser d'autres garanties.

Un pont entre l'épargne et le crédit

« COFIPRIVILÈGE incarne notre volonté d'accompagner les ambitions fortes avec des solutions personna-

lisées, tout en offrant confort, performance et confidentialité à ceux qui nous font confiance », a déclaré Pascal KOVE, Directeur Général de COFINA TOGO. En lançant COFIPRIVILÈGE, COFINA TOGO fait un pari sur l'élite

économique locale en lui offrant des outils adaptés à ses ambitions de croissance, d'expansion ou de diversification. Ce produit développe une logique de banque patrimoniale, qui combine performance, proximité et accompagnement personnalisé. Avec cette approche, COFINA se démarque de la concurrence en créant un pont entre l'épargne et le crédit, tout en ajoutant une dimension expérientielle à ses services. Le caractère multi-pays du dispositif et l'inclusion de prestations extra-bancaires (conciergerie, santé, mobilité)

confèrent à l'offre une réelle valeur ajoutée, bien au-delà de la simple rentabilité financière. Le ticket d'entrée fixé à 15 millions FCFA traduit une volonté claire de capter l'épargne dormante d'une partie de la population jusqu'ici peu attirée par les produits bancaires classiques. Ce produit peut ainsi contribuer à accroître le taux d'épargne intérieure, encore faible dans la zone UEMOA (autour de 17 % du PIB), alors que le besoin de financement des économies africaines, notamment en infrastructures et en PME, est croissant.

conditions d'octroi de prêts. Cet aspect renforce l'inclusion financière qualitative en rendant le crédit plus accessible, plus rapide et moins risqué pour l'institution financière, car adossé à des actifs liquides.

COFINA TOGO en bref

COFINA TOGO est une institution de mésofinance membre du Groupe COFINA, spécialisée dans le financement des PME, des entrepreneurs, et des particuliers en quête de solutions inclusives. Implantée à Lomé depuis 2018, elle s'appuie sur une expertise locale, une proximité terrain et un accompagnement personnalisé pour offrir des produits et services adaptés aux réalités économiques du Togo. Grâce à une approche innovante et responsable, COFINA TOGO participe activement au développement du tissu économique local, en favorisant l'accès au financement pour tous.

Accès facilité au crédit

L'un des atouts majeurs de COFIPRIVILÈGE réside dans la possibilité d'utiliser le compte comme nantissement pour accéder au crédit, sans avoir à mobiliser d'autres garanties matérielles. Cela favorise un cercle vertueux entre épargne et investissement, particulièrement utile pour les entrepreneurs disposant de capitaux personnels mais confrontés aux rigidités des



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dettes publiques (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI) 9,1 Mds USD
 Population en 2023 (FMI) 9,1 M
 PIB/hab en 2023 (FMI) 1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

- Agriculture 23%
- Industrie 20%
- Services 57%

Source : tresor.economie.gov.fr

Journée portes ouvertes

La CCI-Togo se rapproche des acteurs économiques

La Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) a organisé, le vendredi 16 mai 2025, une journée portes ouvertes simultanément à Lomé et dans les autres régions économiques du pays. L'initiative vise à mieux faire connaître l'institution, ses missions, ses services et ses projets, aussi bien auprès des opérateurs économiques que des jeunes entrepreneurs et du grand public.

● *Hélène Martelot*

La journée a été meublée des ateliers d'information, une exposition de produits locaux et une séance de réseautage rassemblant chefs d'entreprise, porteurs de projets et partenaires institutionnels. L'objectif est d'encourager les échanges, renforcer les partenariats et stimuler la dynamique entrepreneuriale à travers tout le territoire.

Promouvoir le secteur privé pour créer la richesse

José Kwassi Symenouh, président de la CCI-Togo, insiste sur l'importance de cet événement. Selon lui, beaucoup de personnes ignorent encore ce qu'est réellement la Chambre de commerce et d'industrie. Il rappelle que la CCI-Togo est une institution publique qui œuvre pour la promotion du secteur privé, un moteur essentiel de création de richesse. « Le secteur privé génère de la richesse à deux niveaux : d'une part pour l'entrepreneur, en lui permettant de tirer profit de ses investissements, et d'autre part pour l'État, en renforçant ses



capacités d'action en matière d'infrastructures, d'emplois et de développement », a-t-il expliqué.

Accompagnement sur mesure pour les entreprises

A en croire le président de l'institution, la CCI-Togo se positionne comme un accompagnateur stratégique des entreprises, petites ou grandes, jeunes ou anciennes. Elle propose des services de coaching, de formation, de conseils en gestion, et œuvre pour l'amélioration du climat des affaires. Elle soutient également les startups et porteurs de projets, avec pour ambition de les aider à croître et à se pérenniser. « Nous sommes prêts à investir dans les idées viables, même les plus petites, pour qu'elles

deviennent des moteurs de l'économie nationale », a affirmé le président de la CCI-Togo. Cette journée porte ouverte ne se limite pas à Lomé. Elle se déroule de manière simultanée dans toutes les régions économiques du Togo, preuve de la volonté de la CCI de rapprocher ses services des populations locales. « Les opérateurs économiques ne sont pas tous à Lomé. Il y a du potentiel dans toutes les régions, et la Chambre se doit d'être présente partout », a souligné M. Symenouh.

Temps de dialogue et de redevabilité

Pour le représentant du ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, cette journée est bien plus qu'un simple événement de communication. Il s'agit d'un moment d'échange et de redevabilité, permettant à la CCI-Togo de recueillir avis, attentes et critiques constructives. Il a également rappelé que le développement du pays passe par un secteur privé fort, structuré et entièrement impliqué dans les politiques publiques. Le ministère, a-t-il assuré, continuera de soutenir les actions en faveur d'un climat des affaires propices, d'un entrepreneuriat jeune et féminin dynamique, et de la valorisation des produits locaux, piliers de la souveraineté économique nationale.



Crise Rwanda-RDC

Réunion du Médiateur de l'UA avec le panel des facilitateurs à Lomé

À l'invitation de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil de la République togolaise et Médiateur de l'Union Africaine (UA), une réunion avec le Panel des Facilitateurs s'est tenue le 17 mai 2025 à Lomé.

La rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à rétablir la paix et la stabilité à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) et à promouvoir des relations de bon voisinage, pacifiques et constructives entre la RDC et la République du Rwanda. Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé et le Panel des facilitateurs composé de Leurs Excellences Olusegun Obasanjo, ancien Président du Nigeria, Uhuru Kenyatta, ancien Président du Kenya, Mokgweetsi Masisi, ancien Président du Botswana, Cathérine Samba-Panza, ancienne Présidente de la République Centrafricaine et Sahle-Work ZEWDE, ancienne Présidente de l'Éthiopie, ont échangé de façon approfondie sur la médiation africaine. Les discussions ont permis à Leurs Excellences d'harmoniser leurs vues sur la base du principe de fusion des processus de Nairobi et de Luanda et d'une approche unifiée des initiatives africaines. Cela a été l'occasion pour le



Médiateur de faire part au Panel de la contribution attendue des Facilitateurs dans le cadre de la médiation de l'UA. Le Médiateur et le Panel des Facilitateurs ont insisté sur la nécessité d'articuler de manière cohérente les actions des Facilitateurs et celles du Médiateur dans un cadre intégré. Ils ont également mis en avant l'importance d'une collaboration renforcée avec les organisations régionales, notamment la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), ainsi qu'avec des partenaires internationaux tels

que le Qatar et les États-Unis d'Amérique. Le Médiateur et le Panel des Facilitateurs ont salué les récentes démonstrations de bonne volonté de la part des protagonistes du conflit et leur engagement en faveur des moyens diplomatiques de règlement pacifique du conflit. Les membres du Panel ont exprimé leur profonde gratitude à Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ pour l'accueil chaleureux qui leur a été réservé ainsi que leur admiration pour son leadership dans la promotion de la paix en Afrique.

Avec presidenceduconseil.gouv.tg



Elections municipales

Enregistrements ouverts pour les observateurs

Au Togo, les préparatifs se poursuivent en vue des élections municipales du 10 juillet. Après l'ouverture des candidatures, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a officialisé cette semaine les modalités d'accréditation pour les observateurs du scrutin.

Ouverts jusqu'au 20 juin, les dossiers d'enregistrements devront remplir plusieurs critères sur les plans technique, administratif et éthique. Dans le détail, les organisations nationales souhaitant couvrir ces élections devront entre autres, justifier d'une expérience avérée dans les domaines électoraux, des droits de l'homme ou de la démocratie, fournir des statuts, un récépissé de reconnaissance, ainsi qu'une demande précisant les zones couvertes, les étapes visées et le nombre d'observateurs mobilisés. Également, elles devront garantir la neutralité de leurs membres, l'absence de conflits d'intérêts, ainsi que leur totale autonomie

financière, surtout au-delà d'un nombre fixé (200 observateurs). Parallèlement, les observateurs devront, pour leur part, prouver leur impartialité, ne pas être affiliés à un parti politique ni à une structure électorale, s'engager à respecter le code électoral et s'abstenir de toute déclaration publique avant la fin du scrutin. En

cas de manquement, l'accréditation pourrait être retirée, avec effet rétroactif, a précisé la Commission. Pour rappel, ces prochaines élections locales permettront au pays de consolider son processus de décentralisation, et de renforcement de la gouvernance locale.

(Togo Officiel)





BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



COFEB
CENTRE OUEST AFRICAIN DE FORMATION
ET D'ETUDES BANCAIRES



APPEL A CANDIDATURES

48^e PROMOTION DU CYCLE DIPLÔMANT DU COFEB

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) est le Centre de formation créé par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue d'assurer le développement de ses ressources humaines et de contribuer au renforcement des capacités des cadres des Administrations économiques et financières, des banques et établissements financiers ainsi que des systèmes financiers décentralisés des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La formation du Centre est également ouverte aux agents de structures communautaires et des institutions financières régionales.

En outre, le COFEB accueille des agents des banques centrales africaines, dans le cadre des relations de partenariat que la BCEAO entretient avec ces institutions.

Le Centre accepte toutefois, à titre exceptionnel, des dossiers de candidats provenant de structures privées exerçant dans les secteurs de l'économie et de la finance, ou de Centres de recherches et de Bureaux d'études installés dans l'UEMOA.

Soucieux d'offrir une formation de qualité conforme aux normes et standards internationaux, le COFEB a mis en place un programme sanctionné par le Diplôme de Master en Finances et Gestion Bancaire. Ce programme comporte neuf (9) mois d'enseignements théoriques au Siège de la BCEAO à Dakar et trois (3) mois de stage d'application hors du Centre sanctionné par un mémoire à soutenir devant un jury.

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

L'acceptation du dossier de candidature est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- être âgé de quarante (40) ans au plus au 1^{er} janvier 2025 ;
- être un agent d'une administration économique et financière, d'un établissement de crédit ou d'un système financier décentralisé d'un État membre de l'UEMOA ;
- être un agent d'une banque centrale africaine partenaire ;
- être titulaire d'une maîtrise ou d'un Master en sciences juridiques ou politiques, économiques ou en gestion, d'un diplôme d'ingénieur statisticien-économiste, d'un diplôme de niveau BAC+4 en sciences juridiques ou politiques, économiques ou de gestion admis en équivalence de la maîtrise et reconnu par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) ou justifier les soixante (60) crédits de la première année d'un Master (M1) en sciences juridiques et politiques, économiques ou de gestion ;
- justifier d'au moins deux (2) années d'expérience professionnelle au 1^{er} janvier 2025.

Les candidats doivent, en outre, passer un **test de niveau** visant à évaluer leurs connaissances de base et garantir un bon suivi des enseignements. A la suite de ce test, la liste définitive des candidats retenus pour suivre la formation est communiquée à leur organisme d'origine puis publiée sur le site internet du COFEB.

Ce test porte sur des épreuves de comptabilité générale, de monnaie et crédit, de microéconomie, de macroéconomie et de mathématiques financières du programme de Maîtrise en Economie.

FINANCEMENT DE LA FORMATION

Les frais de la formation sont pris en charge par la BCEAO qui, en plus, accorde des bourses d'études aux cinq (5) premiers candidats de chaque État membre de l'UEMOA déclarés admis et ayant obtenu le plus de points sur les critères de sélection, ci-après, approuvés par le Comité Scientifique du COFEB :

- la note obtenue au test de niveau ;
- l'âge (bonus pour les plus jeunes) ;
- le genre (bonus pour les femmes) ;
- l'expérience professionnelle et le diplôme présenté.

Les lauréats, qui ne bénéficient pas de la bourse BCEAO, peuvent solliciter la prise en charge de leur formation par leur organisme d'origine ou par d'autres structures.

Par ailleurs, les boursiers bénéficient prioritairement de la gratuité du logement, offerte par la BCEAO.

DEPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les soumissions de candidature se font en ligne en accédant au lien ci-après : <https://cofeb.bceao.int/formulaire-de-candidature>

Les pièces suivantes, constitutives du dossier de candidatures, doivent être jointes au formulaire de candidature en ligne (scannées) :

- un extrait de l'acte de naissance ou du jugement supplétif d'acte de naissance ;
- une copie certifiée conforme du diplôme ;
- un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois ;
- une attestation de travail justifiant deux (2) années d'expérience professionnelle au moins au 1^{er} janvier 2025 ;
- la lettre d'engagement de l'employeur renseignée et signée par le supérieur hiérarchique direct habilité.

La brochure sur le cycle diplômant ainsi que la lettre d'engagement de l'employeur sont téléchargeables sur le site internet du COFEB : [https://cofeb.bceao.int/onglets « Formations » - « Formation diplômante »](https://cofeb.bceao.int/onglets/«%20Formations%20»-«%20Formation%20dipl%C3%B4mante%20»).

LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE EST FIXÉE AU 28 MAI 2025.

La liste des candidats retenus ainsi que la date du test de niveau seront publiées sur le site internet du COFEB et communiquées aux intéressés.

Le COFEB peut demander à tout moment aux candidats pré-sélectionnés de fournir les originaux des pièces citées ci-dessus afin de vérifier leur authenticité.



Les candidatures féminines sont fortement encouragées. Les femmes admises au test de pré-requis bénéficieront d'un régime préférentiel dans l'octroi de la bourse BCEAO. En outre, la possibilité leur sera offerte de bénéficier d'un billet pour retourner dans leur pays d'origine durant la période de vacances du premier semestre.

Pour tout renseignement complémentaire, les personnes intéressées sont invitées à consulter le site internet du COFEB ou s'adresser :

- à la Direction Nationale de la BCEAO dans l'un des Etats de l'UEMOA ;
- au Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires :
 - par téléphone : (+221) 33 839 05 00 ;
 - par courrier électronique aux adresses mail : courrier.zdepfor@bceao.int, formation-cofeb@bceao.int ;
 - par courrier ordinaire : à l'attention de Monsieur le Directeur des Enseignements et des Programmes de Formation (DEPFOR), BP 3108 Dakar, Sénégal.

<https://cofeb.bceao.int>



Africa CEO Forum 2025

Plus de 200 millions de dollars d'accords signés

L'édition 2025 de l'Africa CEO Forum, qui s'est tenue les 12 et 13 mai à Abidjan, a marqué un tournant stratégique en consolidant un partenariat public-privé ambitieux pour le continent. Co-organisé par le Jeune Afrique Media Group et la Société Financière Internationale (IFI), l'événement a rassemblé plus de 2 800 leaders économiques et politiques de 90 pays, sous le thème : « Un nouveau pacte public-privé peut-il façonner l'avenir du continent ? »



Cette 12e édition s'est distinguée par la signature de plusieurs accords majeurs, totalisant plus de 200 millions de dollars d'investissements dans des secteurs clés tels que l'intelligence artificielle, la connectivité, l'énergie et l'immobilier. Parmi les accords notables : Access Bank Plc et DEG : Un accord de 100 millions de dollars a été signé pour soutenir les PME nigérianes et les femmes entrepreneures, visant à promouvoir l'inclusion économique et l'égalité des sexes. IFC, Groupe Duval et Pro-parco : Un partenariat tripartite a été établi pour soutenir le développement immobilier durable à Abidjan, avec un prêt conjoint de 32,6 millions

d'euros pour la construction du projet « Village Notre Père » dans le quartier des affaires du Plateau. BRVM et Africa50 : Un protocole d'accord a été signé pour mobiliser l'épargne régionale en faveur du développement des infrastructures dans la zone UEMOA, à travers des instruments financiers innovants tels que les obligations de projet. Schneider Electric : Deux accords ont été conclus avec 3MD Energy et Smart Energy pour améliorer la distribution électrique moyenne tension et promouvoir des solutions numériques durables, incluant des audits énergétiques et des formations. Le forum a également été marqué par la participation de plusieurs chefs d'État, dont

Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire), Bassirou Diomaye Faye (Sénégal), Cyril Ramaphosa (Afrique du Sud), Mohamed Ould Ghazouani (Mauritanie) et Paul Kagame (Rwanda). Ces leaders ont souligné l'importance d'un dialogue structuré entre les secteurs public et privé pour libérer le plein potentiel économique de l'Afrique. Makhtar Diop, directeur général de l'IFI, a déclaré : « Le forum a permis de mettre en lumière des solutions concrètes pour renforcer le secteur privé africain, allant de l'innovation financière aux initiatives majeures qui débloquent des opportunités d'investissement à fort potentiel. »

Avec afriqueitnews.com

Groupe de la Banque africaine de développement

La Côte d'Ivoire est prête à accueillir les Assemblées annuelles 2025

La Côte d'Ivoire, pays hôte des Assemblées annuelles 2025 du Groupe de la Banque africaine de développement, est prête à accueillir le grand événement qui doit se tenir à la fin du mois de mai.

● Vivien Atakpabem

Ces Assemblées sont l'événement statutaire le plus important du Groupe de la Banque, au cours duquel les Conseils des gouverneurs, représentant les 81 pays membres de l'institution, et la direction examinent les opérations réalisées au cours de l'année écoulée et adoptent des résolutions clés visant à faire progresser les programmes de développement en Afrique. Les Assemblées attirent chaque année plus de 3 000 délégués. Le jeudi 15 mai, la ministre de l'Économie, de la Planification et du Développement et gouverneure de la Banque pour la Côte d'Ivoire, Nialé Kaba, a, comme le veut la tradition, fait le point sur l'état des préparatifs du pays hôte devant le Conseil d'administration de l'institution. La ministre a déclaré que les préparatifs se déroulaient sans accrocs et que les autorités ivoiriennes étaient déterminées à assurer un succès retentissant aux Assemblées. Elle a également indiqué que la Côte d'Ivoire organiserait un événement du savoir pour explorer les stratégies visant à mobiliser le capital de l'Afrique afin d'assurer la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, conformément au thème retenu cette année. « La Côte d'Ivoire a pris



toutes les précautions nécessaires pour assurer le succès des Assemblées », a déclaré Mme Kaba. « Je peux affirmer avec certitude que l'état d'avancement des préparatifs est satisfaisant. » Saluant les autorités ivoiriennes, le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a souligné qu'elles avaient fait preuve d'engagement et de diligence dans le cadre d'une collaboration étroite tout au long de la phase préparatoire. Le même jeudi 15 mai, M. Yéo Nahoua, directeur de cabinet de Mme Kaba, et André Basse, chef de la Division du protocole, des privilèges et immunités du Groupe de la Banque africaine de développement, ont signé un aide-mémoire à l'issue de la troisième mission préparatoire aux Assemblées annuelles dans la capitale économique ivoirienne. L'aide-mémoire décrit les travaux accomplis par les autorités de Côte d'Ivoire dans le cadre de la préparation des Assemblées et les mesures complémentaires à prendre pour en assurer le succès. La Côte d'Ivoire est

un pays membre important du Groupe de la Banque africaine de développement. Depuis 2015, les financements de l'institution accordés au pays ont plus que quintuplé, passant de 460 millions de dollars en 2015 à 3,1 milliards de dollars en 2023. Ses investissements couvrent divers secteurs : transports, énergie, agriculture, santé, éducation, eau et assainissement, gouvernance, technologies de l'information et de la communication, industrialisation, climat et développement des compétences. La 60e Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement et la 50e Assemblée annuelle du Fonds africain de développement, le guichet concessionnel du Groupe pour les pays à faible revenu, se tiendront du 26 au 30 mai 2025 à l'hôtel Sofitel Ivoire, à Abidjan, sur le thème : « Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement ». L'élection du prochain président du Groupe de la Banque, au terme du second mandat de l'actuel président, constituera l'un des temps forts des Assemblées 2025.

Plan Mattei

L'Italie réaffirme son partenariat avec la BAD

L'Italie réaffirme son soutien à la Banque africaine de développement dans le cadre du Plan Mattei. Marie-Laure Akin-Olugbade, première vice-présidente du Groupe de la Banque (2e à partir de la gauche), a reçu une délégation italienne le 8 mai 2025 au siège de l'institution à Abidjan.

● Nicole Esso

L'Italie a réaffirmé son partenariat avec la Banque africaine de développement et exprimé sa volonté d'explorer les opportunités de croissance mutuelle en Afrique dans le cadre du Plan Mattei. Stefano Gatti, directeur général de la coopération au développement du ministère italien des Affaires étrangères, et Lorenzo Ortona, chef du groupe de travail du Plan Mattei, ont conduit une délégation le 8 mai dernier au siège de la Banque à Abidjan. La délégation était composée de représentants d'institutions chargées de la mise en œuvre du Plan



Mattei pour l'Afrique, telles que la Cassa Depositi e Prestiti (CDP) et le ministère des Finances, ainsi que d'importants représentants du monde des affaires, du secteur privé et de la société civile. Dans le cadre du Plan Mattei pour l'Afrique, l'Italie vise à favoriser les partenariats économiques et stratégiques avec les pays et institutions du continent. La Première ministre italienne, Giorgia Meloni, a indiqué que le

Groupe de la Banque africaine de développement serait son principal partenaire financier stratégique pour la mise en œuvre de ce plan. La délégation a été accueillie par la première vice-présidente du Groupe de la Banque africaine de développement, Marie-Laure Akin-Olugbade, qui était accompagnée de trois vice-présidents, Nnenna Nwabufo, Beth Dunford et Kevin Kariuki, ainsi

que de plusieurs directeurs des départements de l'énergie, de la mobilisation des ressources et des finances, entre autres. Les participants à la réunion ont échangé sur les moyens de renforcer la collaboration entre les secteurs public et privé avec l'Italie pour réduire la faim et stimuler l'agriculture en Afrique. Les discussions ont également porté sur l'importance du Fonds africain de développement, le guichet concessionnel du Groupe de la Banque, pour relever les défis des pays les plus défavorisés du continent. Akin-Olugbade expressed satisfaction at the progress made since the announcement of the Plan in July 2024. Mme

Akin-Olugbade a exprimé sa satisfaction quant aux progrès accomplis depuis l'annonce du Plan Mattei en juillet 2024, en particulier la Facilité de financement du Processus de Rome/Plan Mattei (RPF), un fonds spécial multi-donateurs destiné à soutenir des projets d'infrastructure souverains axés sur le climat qui contribuent à traiter les causes profondes des migrations. Le fonds RPF, qui bénéficie de contributions de l'Italie et des Émirats arabes unis pour un montant total de plus de 170 millions de dollars, est désormais opérationnel. La première vice-présidente du Groupe de la Banque a salué l'Italie pour son enga-

gement et a remercié le gouvernement transalpin d'avoir choisi la Banque comme partenaire. « Nous apprécions bien sûr le choix de la Banque africaine de développement pour vous accompagner dans votre stratégie, une stratégie très ambitieuse pour le continent. Nous sommes vraiment très heureux d'apprendre que l'Italie reste fermement engagée envers le continent et, bien sûr, à collaborer avec le Fonds africain de développement », a-t-elle déclaré. En conclusion des discussions, Mme Akin-Olugbade a déclaré que le Plan Mattei s'était imposé comme un modèle pour la coopération future entre l'Italie, d'autres pays développés et l'Afrique.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 16 mai 2025

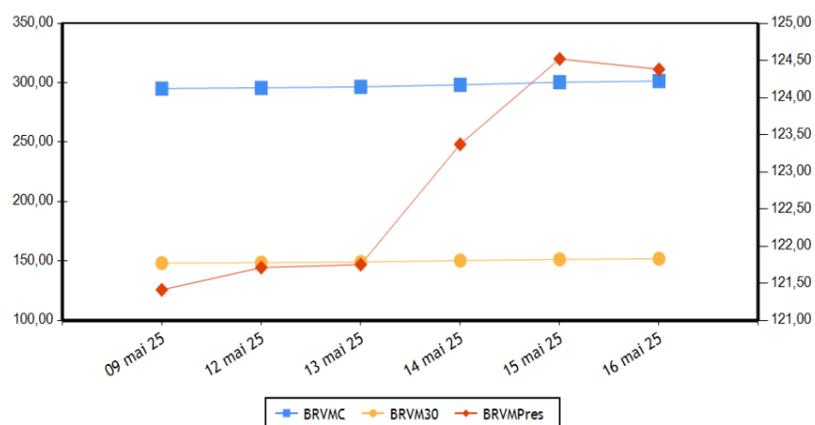
N° 93

BRVM COMPOSITE	301,29
Variation Jour	0,30 %
Variation annuelle	9,16 %

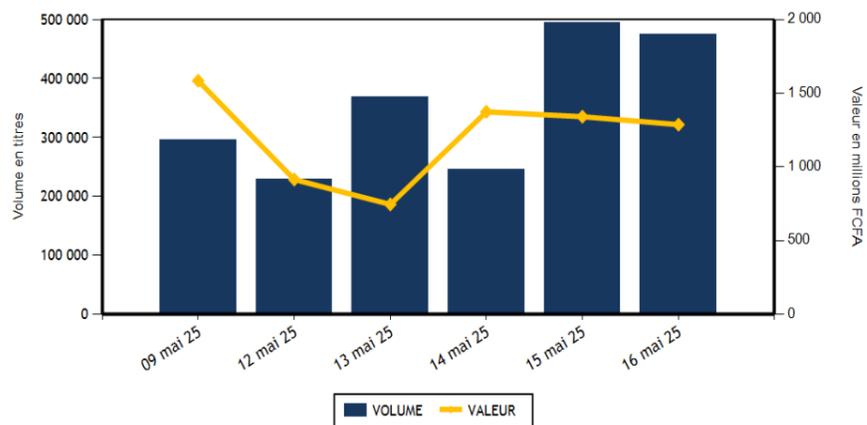
BRVM 30	151,80
Variation Jour	0,38 %
Variation annuelle	9,41 %

BRVM PRESTIGE	124,38
Variation Jour	-0,11 %
Variation annuelle	8,31 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	11 618 385 758 082	0,30 %
Volume échangé (Actions & Droits)	331 120	-33,12 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	652 562 451	-51,31 %
Nombre de titres transigés	45	-2,17 %
Nombre de titres en hausse	18	12,50 %
Nombre de titres en baisse	16	0,00 %
Nombre de titres inchangés	11	-21,43 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 556 346 943 533	-0,11 %
Volume échangé	144 266	801 377,78 %
Valeur transigée (FCFA)	634 003 604	357 706,00 %
Nombre de titres transigés	6	500,00 %
Nombre de titres en hausse	3	200,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	2	

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SITAB CI (STBC)	15 750	7,47 %	115,75 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	10 570	7,26 %	6,93 %
SETAO CI (STAC)	620	5,98 %	37,78 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 990	5,83 %	19,92 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 690	5,63 %	-11,98 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	1 070	-7,36 %	0,47 %
SICABLE CI (CABC)	1 225	-7,20 %	17,79 %
UNIWAX CI (UNXC)	620	-6,77 %	51,22 %
FILTISAC CI (FTSC)	3 995	-3,73 %	115,95 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 410	-3,41 %	4,78 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	124,38	-0,11 %	8,31 %	19 997	178 185 065	9,55
BRVM-PRINCIPAL	38	167,16	1,16 %	21,03 %	311 123	474 377 386	13,01

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	166,65	1,59 %	42,00 %	42 075	153 882 835	23,30
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	760,33	-0,31 %	-0,48 %	9 281	100 129 570	10,51
BRVM - FINANCES	16	117,80	0,72 %	15,77 %	239 240	277 807 631	7,58
BRVM - TRANSPORT	2	364,38	5,17 %	10,90 %	12 543	18 984 745	4,62
BRVM - AGRICULTURE	5	285,99	1,18 %	45,12 %	13 880	79 826 645	9,44
BRVM - DISTRIBUTION	7	333,97	-0,96 %	-0,39 %	11 303	20 006 490	30,93
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	673,23	0,45 %	3,66 %	2 798	1 924 535	22,57

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	99,31	-0,32 %	-0,69 %	5 041	84 253 590	10,41
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	100,14	-1,05 %	0,14 %	9 520	9 543 630	44,70
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	115,77	0,72 %	15,77 %	239 240	277 807 631	7,58
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	146,06	1,97 %	46,06 %	14 991	94 887 190	20,24
BRVM - INDUSTRIELS	7	131,10	1,00 %	31,10 %	51 567	152 759 165	10,10
BRVM - ENERGIE	4	99,95	-0,68 %	-0,05 %	6 521	17 435 265	12,55
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	105,72	0,04 %	5,72 %	4 240	15 875 980	8,91

Tournée du Golfe

Trump retourne au pays les poches bien pleines, affirme-t-il

Sa visite en Arabie saoudite, au Qatar et aux Émirats arabes unis a été productive, assure le président. Plus de mille milliards de promesses d'investissements.

Donald Trump a quitté vendredi les Émirats arabes unis au terme d'une fastueuse tournée du Golfe, au cours de laquelle il a glané des promesses d'investissements mirobolantes. Le premier déplacement international majeur du président américain a également été ponctué de déclarations choc sur les crises qui secouent la région. Donald Trump a affirmé vendredi avoir passé quatre journées «fantastiques» dans les pays qu'il a visités : en Arabie saoudite, au Qatar et aux Émirats arabes unis. Dans chaque pays, Air Force One a été escorté par des avions de combat avant d'atterrir.

Avec faste

À chaque fois, les monarchies pétrolières et gazières ont déployé leur opulence pour le milliardaire républicain, conquis par le marbre des palais et par la promesse d'investissements faramineux en Amérique. Le président américain, qui applique à la diplomatie ses méthodes d'ancien promoteur immobilier, a assumé sans complexe de «faire de la vente». Après avoir récolté 600 milliards de dollars en Arabie saoudite et un contrat de 200 milliards de dollars pour Boeing au Qatar, il s'est vu promettre jeudi à Abou



● Donald Trump, ici accompagné par le cheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan, montre le poing, chose qu'il fait souvent, avant d'embarquer dans l'avion présidentiel. Destination : les États-Unis. AFP

Dhabi 1400 milliards de dollars d'investissements sur dix ans.

«Deals» diplomatiques

Mais Donald Trump, qui se targue d'être aussi habile pour conclure des «deals» diplomatiques que des contrats économiques, a montré une volonté d'intervenir avec énergie dans les crises de la région. Il a brièvement abordé vendredi la situation dans la bande de Gaza, assiégée et ravagée par 19 mois de guerre entre Israël et le mouvement islamiste palestinien. «Nous nous intéressons à Gaza. Et nous allons faire en sorte que cela soit réglé. Beaucoup de gens sont affaiblis», a-t-il affirmé. Jeudi au Qatar, il avait dit vouloir le contrôle de ce territoire

palestinien et en faire «une zone de liberté», ce à quoi le Hamas a rétorqué que Gaza n'était «pas à vendre». Sur le dossier iranien, Donald Trump a quitté Abou Dhabi sur une menace à peine voilée pour Téhéran. «Ils ont une proposition, mais surtout, ils savent qu'ils doivent bouger rapidement ou que quelque chose de mauvais arrivera», a déclaré le président américain avant son départ. Jeudi, il avait affirmé depuis Doha que Washington et Téhéran se rapprochaient d'un accord, faisant reculer les cours du pétrole.

Sanction contre la Syrie levées

En Arabie saoudite, il avait créé la surprise en annonçant la levée des sanctions américaines visant la Syrie. Il a

ensuite rencontré le président syrien Ahmad al-Chareh, ancien jihadiste qui a renversé Bachar al-Assad, et qui a fait forte impression sur lui. Donald Trump l'a trouvé «séduisant» et jugé qu'il fallait donner une «chance de grandeur» à la Syrie – référence à son célèbre slogan «Rendre sa gran-

deur à l'Amérique», «Make America Great again». Le président républicain de 78 ans a été tout aussi dithyrambique pour les dirigeants rencontrés à Abou Dhabi, à Doha et Ryad. «Vous êtes un pays extraordinaire. Vous êtes un pays riche. Vous pouvez choisir, mais je sais que

vous serez toujours à mes côtés», a-t-il par exemple dit jeudi au président émirati, cheikh Mohamed ben Zayed, en lui promettant : «Et nous allons vous traiter comme vous devez l'être, de façon magnifique».

(AFP)

Influencer pour exister

Comment le Qatar s'achète une place au sommet

Offrir un luxueux Boeing 747 à Donald Trump : derrière ce cadeau faramineux, le Qatar poursuit sa stratégie d'influence bien rodée, mêlant «soft power» et stratégie diplomatique à l'occidentale.

Oubliez Le Château dans le ciel de Miyazaki, voici «le palais dans le ciel», surnom donné par la chaîne américaine ABC News au somptueux Boeing 747 que le Qatar envisage d'offrir à Donald Trump. Pour un coût estimé à 400 millions de dollars, ce cadeau spectaculaire pourrait devenir le nouvel Air Force One (l'avion présidentiel), et constituerait, s'il se concrétise, le présent le plus cher jamais offert par une puissance étrangère aux États-Unis. Un cadeau qui intervient à un moment particulier, alors que Donald Trump commence aujourd'hui un déplacement d'une semaine qui le conduira au Qatar, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Cette première visite officielle du président américain à l'étranger depuis le début de son second mandat marque un véritable triomphe diplomatique pour Doha, qui cherche depuis des années à s'imposer sur la scène mondiale à grands coups de «gazodollars» (le pays détient 13% des réserves mondiales de gaz naturel, en troisième position derrière la Russie et l'Iran).



Influence : le pari du Qatar sur le soft power

Dirigé depuis des décennies par le clan Al-Thani, le Qatar compte moins de 2,6 millions d'habitants répartis sur une presqu'île désertique, à peine plus grande que la Corse, coincée entre le golfe Persique et le géant saoudien. Et pourtant, en à peine trente ans, le Qatar s'est hissé au rang d'acteur clé sur la scène internationale, grâce à une politique étrangère fondée sur un «soft power» offensif. Enclenchée dès les années 1990, cette stratégie a débuté avec la création de la chaîne de télévision Al-Jazeera en 1996. Surnommée la «CNN du monde arabe», la chaîne est la vitrine médiatique du pays à l'internationale. Mais le Qatar a aussi orchestré une redoutable diplomatie du sport : organisation de la Coupe du monde de football en 2022, création de la chaîne beIN Sports en 2010, rachat du club de football du Paris-Saint-Germain, et bientôt une candidature aux Jeux olympiques de

2036.

Un médiateur incontournable au Moyen-Orient

L'influence du Qatar se manifeste désormais dans le domaine diplomatique. Le pays cherche en effet à se positionner comme un médiateur incontournable au Moyen-Orient. Dès 2021, le Qatar s'est distingué aux yeux des Occidentaux lors du retrait des troupes américaines d'Afghanistan, en jouant un rôle clé dans les négociations avec les talibans. Doha avait notamment été le premier à poser un avion étranger sur le tarmac de la capitale afghane après le départ des derniers hauts responsables américains, pour fournir une assistance humanitaire majeure pour la population afghane. Capable de négocier avec des mouvements, notamment islamiques, le pays joue un rôle clé depuis plus d'un an et demi, aux côtés des États-Unis et de l'Égypte, dans les négociations pour un cessez-le-feu à Gaza. Et les Qataris pourraient aussi jouer un rôle de négociateur dans les pourparlers prévus cette semaine.

Avec latribune.fr

Exister par l'in-

Mobilité

La Chine toujours à la pointe de la transition vers l'électrique

Des pays émergents comme le Brésil, le Vietnam et l'Indonésie sont dans sa roue et électrifient leur parc automobile avec entrain.

La Chine n'est plus le seul moteur des ventes de voitures électriques et hybrides rechargeables : des pays émergents comme le Brésil, le Vietnam ou l'Indonésie s'électrifient rapidement aussi, selon le rapport annuel publié mercredi par l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Plus de 17 millions de ces véhicules ont été vendus dans le monde en 2024 (hybrides rechargeables compris), portant leur part de marché mondiale au-dessus de 20% pour la première fois. Au cours des trois premiers mois de 2025, les ventes de voitures électriques ont encore augmenté de 35% par rapport au premier trimestre 2024.

Près d'un véhicule sur deux est électrique en Chine

Ces incertitudes sont surtout liées au risque de récession de l'économie mondiale et



● La Chine continue de conduire la transition vers les véhicules électriques, avec près des deux tiers des ventes mondiales l'année dernière. AFP

aux vicissitudes du commerce international, avec la mise en place de surtaxes douanières par les États-Unis. Une baisse durable du prix du pétrole pourrait aussi freiner la progression de l'électrique. L'AIE a noté cependant que le développement des véhicules électriques avait déjà freiné la croissance de la demande mondiale de pétrole, a souligné Fatih Birol, en plus de réduire les émissions de CO2 et de gaz toxiques. «Cette année, nous prévoyons que plus d'une voiture sur quatre vendue dans le monde sera électrique», et cette propor-

tion devrait grimper à «deux voitures sur cinq» d'ici la fin de la décennie, à mesure que «les voitures électriques deviennent de plus en plus abordables», a ajouté Fatih Birol. La Chine continue de conduire la transition vers les véhicules électriques, avec près des deux tiers des ventes mondiales l'année dernière, notamment grâce à des tarifs très compétitifs. Les ventes de voitures électriques et hybrides rechargeables y ont augmenté de près de 40% en 2024, pour atteindre près d'un véhicule vendu sur deux, et peut-être 80% en 2030, selon l'AIE.

Iran-États-Unis

Téhéran fait un appel du pied aux compagnies américaines

Investies dans des négociations cruciales sur leur programme nucléaire, les autorités iraniennes ont affirmé que les firmes américaines étaient les bienvenues en Iran.

Téhéran n'a aucune objection à voir des entreprises américaines opérer dans le pays, y compris dans le secteur du pétrole et du gaz, a déclaré jeudi le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi. «Nous n'avons pas interdit la présence économique d'entreprises américaines en Iran», a déclaré Abbas Araghchi, qui a



attribué l'absence d'activités commerciales américaines aux sanctions imposées par Washington. Selon lui, les principales sanctions interdisent aux entités et aux indi-

vidus américains de faire du commerce avec le marché iranien. «Cette interdiction a été imposée par les États-Unis eux-mêmes», a-t-il insisté. «Si les entreprises américaines souhaitent investir dans l'économie iranienne, les États-Unis doivent lever leurs propres sanctions», a ajouté Abbas Araghchi.

(afp)

Crise alimentaire mondiale

Un record alarmant de 295 millions de personnes frappées par la faim

Un nombre record de 295 millions de personnes dans 53 pays ont été frappées en 2024 par l'insécurité alimentaire et la malnutrition infantile aiguës, faute avant tout des conflits, alerte le Rapport mondial sur les crises alimentaires publié vendredi, qui entrevoit de « sombres » perspectives pour 2025, alors que le financement de l'aide internationale recule.

Pour la sixième année consécutive, ce bilan de la faim s'est aggravé, la détérioration de la situation au Soudan, en Birmanie ou à Gaza masquant les améliorations constatées en Afghanistan ou au Kenya. « Ce rapport mondial sur les crises alimentaires est un nouveau témoignage sans complaisance d'un monde qui a dangereusement dévié de sa trajectoire », a déclaré dans un communiqué le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres. Le rapport annuel publié par le Réseau mondial contre les crises alimentaires, (agences de l'ONU, Union européenne, Banque mondiale...), pointe du doigt les conflits, les chocs économiques, les phénomènes météorologiques extrêmes et les déplacements forcés, ou une combinaison de ces facteurs.

Le quotidien de millions de per-



sonnes, dont des enfants

« Nous sommes conscients que l'insécurité alimentaire aiguë n'est pas qu'une crise – c'est une réalité quotidienne pour des millions de personnes, dont la plupart vivent en zone rurale », a regretté Qu Dongyu, Directeur général de la FAO. Par ailleurs, la malnutrition, en particulier chez les enfants, a atteint des niveaux extrêmement élevés, notamment dans la bande de Gaza, au Mali, au Soudan et au Yémen. Près de 38 millions d'enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition aiguë dans 26 zones de

crise nutritionnelle. « Dans un monde d'abondance, il n'y a aucune excuse pour que des enfants souffrent de la faim ou meurent de malnutrition. La faim ronge l'estomac d'un enfant. Elle ronge aussi sa dignité, son sentiment de sécurité et son avenir », a déploré Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF.

Les conflits, premier facteur de la faim

Le Rapport met en évidence une forte progression de la faim causée par les déplacements forcés. Près de 95 millions déplacés vivaient dans des pays touchés par des crises alimentaires tels que

la Colombie, la République démocratique du Congo, le Soudan et la Syrie, sur un total de 128 millions de personnes déplacées contre leur gré dans le monde. Plus largement, les conflits sont demeurés le premier facteur d'insécurité alimentaire aiguë, touchant environ 140 millions de personnes dans 20 pays et territoires. Sur un



autre plan, les chocs économiques, notamment l'inflation et la dévaluation de la monnaie, ont aggravé la faim dans 15 pays, touchant près de 60 millions de personnes, soit près du double des niveaux enregistrés avant la pandémie de covid-19, malgré une modeste baisse à partir de 2023. Toutefois, grâce à l'aide humanitaire et à des interventions ciblées, y compris en agriculture d'urgence, des millions de personnes de moins ont besoin d'assistance cette année dans une quinzaine de pays dont l'Afghanistan, le Guatemala, le Kenya et l'Ukraine.

Intensification des conflits et tensions géopolitiques accrues

en 2025

Pour 2025, le rapport prévient que l'intensification des affrontements, les tensions géopolitiques accrues, l'incertitude économique mondiale, les coupes dans les financements de l'aide... « accroissent déjà l'insécurité alimentaire dans certains pays », de la RDC jusqu'en Haïti. Il met aussi en garde contre les « chocs économiques » – escalade des droits de douane, dollar affaibli, etc- à même de faire exploser les prix des produits alimentaires et de perturber les chaînes d'approvisionnement.

Avec news.un.org



HOROSCOPE finance

Bélier Le front financier risque d'être touché par Uranus mal aspecté. Mais vous vous en sortirez si vous restez vigilant. Evitez par exemple de vous lancer dans un achat important. Attention, aussi, aux décisions trop risquées concernant des placements ou des investissements.

Taureau Des influences planétaires contradictoires vous donneront bien du fil à retordre. Vous aurez du mal à gérer vos finances de façon cohérente. Tantôt vous aurez envie de foncer tête baissée et de vous lancer dans des transactions financières audacieuses, tantôt vous envisagerez l'avenir avec pessimisme et aurez peur d'investir. Il faut bien avouer que votre situation n'est pas très enviable.

Gémeaux Pour certains natifs, Mercure leur vaudra ce jour la chance d'être soutenus financièrement par leurs parents ou par des personnes âgées de la famille. Pour d'autres, il s'agira de profiter avec un certain bonheur des mouvements qui se produiront dans l'économie et des fluctuations de la conjoncture. Enfin, il en sera d'autres qui pourraient faire une opération immobilière très intéressante : possibilité de trouver un logement à louer ou à acheter à un prix extrêmement avantageux.

Cancer Evitez, si possible, de vous attaquer aujourd'hui à des problèmes financiers délicats. Par contre, vous serez dans de meilleures dispositions d'esprit pour réorganiser la gestion du budget familial.

Lion Voici probablement l'une des meilleures journées pour effectuer une transaction financière importante ou régler un épineux problème pécuniaire. La planète Mercure vous aidera à éviter de désagréables surprises.

Vierge Des bouleversements financiers imprévisibles pourraient vous faire perdre beaucoup d'argent. Aussi, si vous tenez absolument à spéculer, prenez au moins l'avis de spécialistes, qui vous éviteront peut-être des placements franchement hasardeux.

Balance Vous n'aurez pas envie de vous serrer la ceinture. Autrement dit, le mot "austérité" ne sonnera pas bien à votre oreille. Vous vous passerez tous vos caprices, qu'il s'agisse de babioles ou d'achats plus coûteux. Heureusement pour vous, il y aura des rentrées d'argent plus ou moins inattendues, et vous n'aurez pas de problèmes de trésorerie.

Scorpion Très bel équilibre de base dans le domaine financier. Mais saurez-vous le préserver ? Soumis à l'impact de Pluton, planète qui est par nature liée à l'argent, vous risquez de vous lancer sans précaution dans des opérations financières assez dangereuses. Ce ne sera pas le moment de modifier vos placements, ni de décider d'effectuer un achat important.

Capricorne Ne faites pas trop confiance à votre mémoire en ce qui concerne les questions matérielles. Notez tout, en particulier les factures que vous devez régler à date fixe. Cela vous évitera de gros ennuis.

Sagittaire Vous serez porté à réduire vos dépenses. Plus question de vous offrir de petites folies. Vous ferez votre possible pour équilibrer votre budget. Et vous réussirez.

Verseau Ce n'est pas dans votre style que de gérer votre situation matérielle en effectuant des placements de père de famille ! Vous continuerez à préférer les coups de poker et les opérations financières risquées mais qui peuvent rapporter gros. L'audace sera encore payante cette fois !

Poisson Même si de nombreux soucis d'argent vous inquiètent, vous garderez le moral. Cette attitude positive, insufflée par Mercure, vous aidera à tirer parti d'une occasion inespérée et à redresser la situation.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

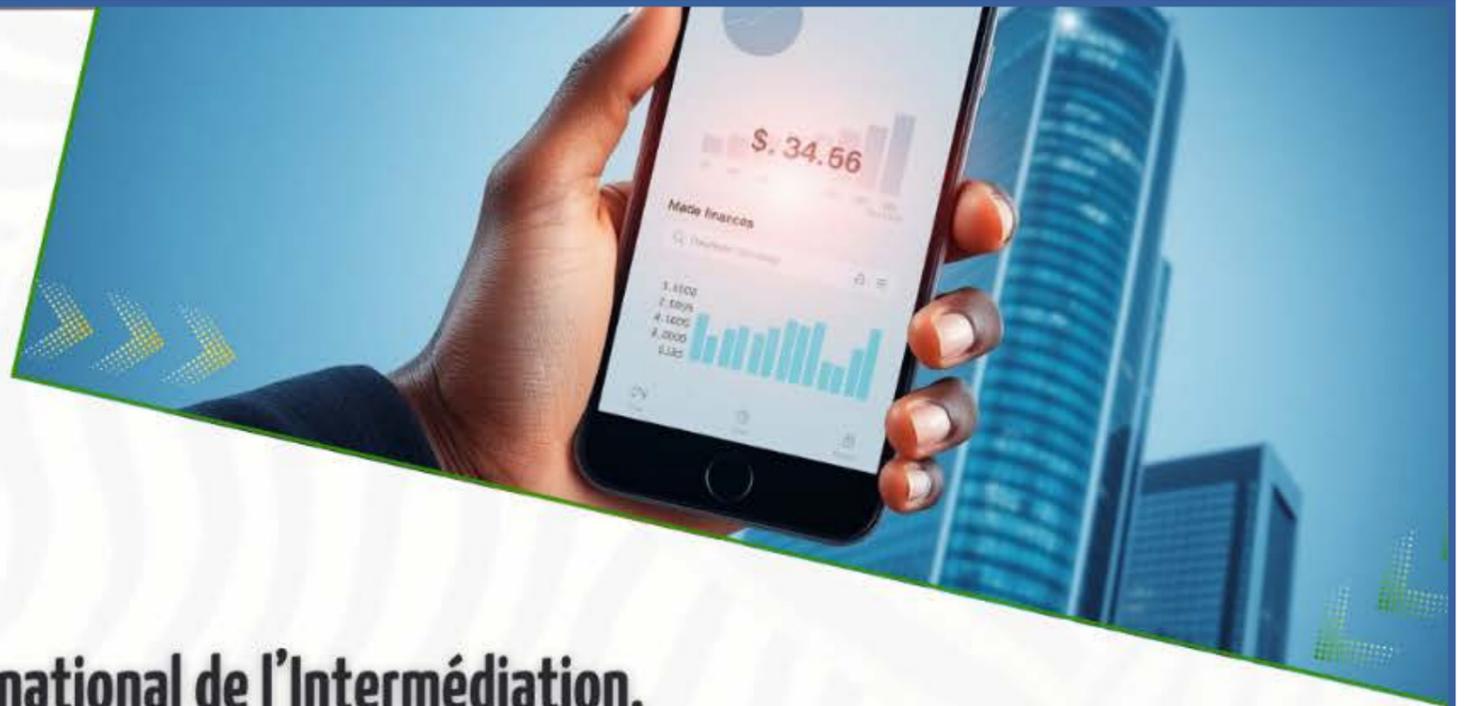
Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



Forum International de l'Intermédiation, du Numérique et de l'Innovation

FONi 2025

4e édition

THEME CENTRAL

Financement du secteur privé & Digitalisation des services financiers et publics pour
une croissance durable en Afrique

 22 - 23 mai 2025

 Hôtel Sofitel, Cotonou, Bénin

INFORMATIONS

-  +229 01 44 05 00 00
-  +228 93 03 36 36
-  inscriptions@foni.africa
-  www.foni.africa



Doufelgou 1

La commune lance le processus d'élaboration de son PDC

La commune Doufelgou 1 a procédé le vendredi 16 mai à Niamtougou, au lancement officiel du processus d'élaboration de son Plan de développement communal (PDC). C'était lors d'un atelier en présence des acteurs locaux et des maires des communes sœurs (Binah 1, Kozah 2, Kéran 1 et 3 et Doufelgou 2 et 3).



Cette démarche stratégique encadrée par les principes de la décentralisation et du développement durable, constitue pour la commune, une étape cruciale pour l'amélioration des conditions de vie des populations locales. La rencontre a bénéficié de l'appui technique et financier de la coopération allemande GIZ à travers son Programme décentralisation et bonne gouvernance ProDeG IV. L'objectif est d'informer et de sensibiliser tous les acteurs impliqués et la population, sur la portée et les enjeux de la planification du développement de Doufelgou 1. L'élaboration du PDC suit des phases clés, notamment les étapes préparatoires ; le diagnostic participatif ; la définition de la vision ; des orientations et des objectifs ; la programmation des actions ; la rédaction et la validation et l'adoption par le conseil communal. Pour l'élaboration du PDC de Doufelgou 1, un comité de pilotage de 17 membres est mis en place. Il sera accompagné par le cabinet AFSET (agence de formation et de services aux territoires). Ce comité servira d'interlocuteur entre l'ensemble des ac-

teurs communaux et le cabinet AFSET, qui apporte son expertise dans l'élaboration du PDC dans un délai raisonnable. Pour l'anthropologue au ministère de l'Aménagement et du Développement des territoires, Dr. Waharé Yaovi, représentant le ministre de tutelle, cet exercice de partage d'informations est capital en ce sens que la planification locale est un processus participatif, inclusif et multi-acteurs, conduit dans un cadre institutionnel pour garantir le succès et répondre à un besoin organisationnel et de cadrage stratégique du processus de développement communal. Dr. Waharé a fait savoir que plus de 53,84%, soit 63 communes sur les 117, disposent déjà leurs PDC et 24,78% en cours d'élaboration, avant d'exhorter les parties prenantes à manifester beaucoup d'intérêt et de disponibilité pour une conduite réussie. Le chef de la composante ProDeG IV/GIZ, Awumé Yawo a réaffirmé l'engagement de son institution à soutenir ce processus d'élaboration du PDC jusqu'à sa validation finale. Il a ainsi encouragé tous les acteurs impliqués à plus d'abnégation pour l'atteinte des objectifs. Le préfet de

Doufelgou, Zato Kourah a insisté sur l'approche inclusive et participative, tout en invitant la population à identifier les défis réels et à proposer des approches de solutions réalistes, afin de contribuer à sortir un document qui reflète la réalité sur le terrain. Pour le maire de Doufelgou 1, Tchémé Tchambi Tchapkro, l'élaboration du PDC permettra de bâtir une vision partagée du développement local, de rationaliser les ressources et d'agir efficacement sur les véritables leviers de croissance et de résilience. Il a exprimé sa gratitude aux partenaires et aux acteurs impliqués pour les bonnes relations de partenariat engagées au développement de la commune. Le PDC est un document stratégique de planification cohérente des investissements publics, locaux sur une période donnée. Il permettra à la commune de définir les grandes orientations du développement en identifiant les besoins prioritaires des populations en matière d'infrastructures de base, de services sociaux, d'agriculture, d'environnement et d'emplois des jeunes.

Avec ATOP/SG/TAL/KYA

Variolo de singe

Un cas détecté à Lomé, le gouvernement appelle à la vigilance

Un cas de variolo de singe ou Mpx a été confirmé le vendredi 16 mai dans le district sanitaire du Golfe (Région du Grand Lomé), a annoncé le ministère de la santé. La victime, une femme de 22 ans, est prise en charge dans un service de traitement de maladies infectieuses.



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Gouvernement

Communiqué

Un cas de Mpx ou variolo simienne a été détecté et confirmé le 16 mai 2025. Il s'agit d'une femme de 22 ans résidant dans le district sanitaire du Golfe, région du Grand Lomé, en cours d'hospitalisation dans un service de maladie infectieuse.

Le Mpx ou variolo simienne est une maladie virale et contagieuse qui peut infecter les personnes quel que soit leur âge. Il se transmet par contact direct ou indirect avec du sang, des liquides organiques ou des lésions de la peau ou encore des muqueuses d'animaux infectés.

La transmission interhumaine, de personne à personne, peut se produire par contact étroit, notamment lors des rapports sexuels, avec des sécrétions respiratoires infectées, des lésions cutanées d'une personne infectée ou avec des objets contaminés par des liquides biologiques. Cette maladie se manifeste généralement par de la fièvre accompagnée ou non d'autres signes non spécifiques et des éruptions cutanées. Le Mpx peut entraîner dans certains cas le décès.

Face à cette situation, le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a pris des dispositions entre autres :

- renforcer la surveillance épidémiologique, l'alerte précoce et la confirmation ;
- organiser de la prise en charge ;
- sensibiliser la population sur les mesures préventives et la conduite à tenir devant des signes de suspicion.

Le Gouvernement invite la population à l'adoption des comportements suivants pour éviter de contracter cette maladie :

- se laver correctement et régulièrement les mains avec de l'eau saine et du savon ;
- se protéger le nez et la bouche en cas d'éternuement ou de toux ; (port de masques conseillé)
- éviter tout contact avec le sang et autres liquides biologiques d'une personne suspecte ou confirmée.

Devant toute suspicion, informer le personnel de santé le plus proche pour une prise en charge rapide et adéquate. Le Mpx ou variolo simienne peut être guérie si elle est détectée et prise en charge précocement.

Le Gouvernement compte sur le civisme et la vigilance de tous dans la lutte contre cette maladie.

Fait à Lomé, le 16 mai 2025
Le Gouvernement

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).
** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (BAfD, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'Internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance

Transparency international 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180



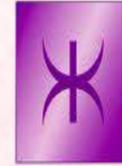
1^{er}

Le Togo est le 1^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).

● Source : tresor.economie.gouv.fr

BRUNCH FÊTE des Mères

avec
*Pierrrette
Adams*



2 FEVRIER
HOTEL-LOME
★★★★★



Dim. 25 Mai
à partir 12h30
SALLE FAZAO

*Un verre de
Champagne/
Cocktail offert*
**Orchestre
SASSAMASSO**

Single
**45000
FCFA**
Couple
**80000
FCFA**

*Réduction de 50%
pour les enfants de
moins de 12ans*

Réservation +228 70 79 44 84 / 92 54 46 20 | Foodbev@hotel2fevrierlome.com    